

Les prêts qui inquiètent les gouvernements : les NPL , c'est-à-dire ceux qui ne seront pas remboursés



l'un des sujets qui inquiète les responsables des gouvernements et régulateurs: en Europe : les prêts non-performants qui représentent des centaines de milliards d'euros à risque.

Les «NPL (*«non-performing loans»*) / prêts non performants», sont des prêts que l'emprunteur ne rembourse pas, soit en partie soit en totalité.

Très précisément Il s'agit des prêts dont le retard de remboursement est de plus de 90 jours et que le prêteur aura peu de chance de voir remboursés.

Une étude souligne que les établissements financiers français conservaient, en juin 2019, «*le deuxième pool de créances non-performantes en Europe*», de l'ordre de 124 milliards d'euros sur les 636 milliards d'euros de NPLs que comptait le continent européen.

La France figure derrière l'Italie, dont les NPLs, en valeur, sont de près de 140 milliards d'euros, mais se classe loin devant la Grèce (83 milliards d'euros), le Royaume-Uni (57 milliards) et l'Allemagne (33 milliards d'euros).

Sur le moyen terme, les établissements financiers français ont baissé leur stock de créances douteuses, qui s'élevait à 140 milliards d'euros .

En pourcentage, les prêts non-performants détenus par les établissements français restent minoritaires: ils ne pèsent que 2,6% des prêts totaux consentis par ces institutions. Un taux inférieur à la moyenne européenne (3%), quand l'Italie, le Portugal, l'Irlande, la Pologne, la Croatie et la Hongrie ont un taux supérieur à 5%. A titre de comparaison, les États-Unis avaient un taux de NPLs inférieur à 1,5% du stock total de crédits accordés. Les banques du vieux continent ont néanmoins fait un effort considérable pour nettoyer leurs bilans depuis la crise: en 2014, le taux avait atteint un pic record de 7%.

Cas à part, Chypre (21%) et la Grèce (42%) restent les pays les plus vulnérables aux prêts douteux, de loin. Ces deux nations figurent dans le haut du classement mondial des pays avec le plus haut taux de prêts non-performants: en 2017, seule l'Ukraine (54,5%) et le micro-État de Saint-Marin (48,9%) les dépassaient, [selon la Banque mondiale](#). Les prêts non-performants gardent un rôle majeur dans ces pays du sud de l'Europe, [qui bataillent, depuis des années](#), pour les réduire durablement, sans pour autant mettre en difficulté les emprunteurs dos au mur.

En France, les six plus grandes banques possédaient, en décembre 2018, 112

milliards d'euros de prêts non-performants, soit 3% de leurs prêts totaux en moyenne. BNP Paribas garde la plus importante partie de ces prêts - 30,3% -, suivie par le Crédit agricole (20,5%), la BPCE (18,75%), la Société générale (16%), CMG (12,5%) et la Banque postale (0,9%).

De plus, la majeure partie des prêts non-performants accordés par les cinq banques principales françaises - 86 milliards d'euros au total - était répartie équitablement entre des prêts aux ménages, aux PME et aux grandes entreprises. Les hypothèques des ménages pesaient 17% du total, et autant pour les autres prêts aux particuliers. *«La part du stock de prêts non-performants a légèrement diminué depuis 2014»*, une évolution qui s'explique notamment par une hausse de la *«qualité des débiteurs»*, analyse le cabinet.

La surabondance de prêts non-performants reste scrutée de près par les autorités régulatrices, en Europe et dans le monde. Ces NPLs *«pèsent sur la rentabilité des établissements de crédit, accaparent des ressources précieuses et limitent leur capacité à accorder de nouveaux prêts»*, [estime la Banque centrale européenne](#) (BCE). Depuis la crise, la Commission européenne, notamment, a travaillé pour réduire cette masse de prêts douteux, et améliorer la résilience des banques. [L'année dernière](#), un plan a été présenté pour établir un *«nouveau cadre permettant de gérer»* ce dossier épineux.

Fin 2016, ces prêts représentaient plus de 1000 milliards d'euros dans l'ensemble des banques européennes, rappelle la BCE, et 880 milliards pour les grandes banques de la zone euro seules, soit 6,2% du montant total de leurs prêts. Une taille qui a, depuis, décru. Face à la montée des NPLs, les banques ont notamment dû augmenter leurs fonds propres, dont elles disposent pour pallier un non-remboursement des prêts. Dans l'Hexagone, il s'établit désormais à 51%, en hausse de 2% sur un an.

sources : cabinet d'audit et de conseil Deloitte , Autorité bancaire européenne (EBA)

